

## “Inaction de l’Etat” : face à la criminalité, un recours déposé par une association



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 21 novembre 2022

Source [Valeurs actuelles] : Cette association a précisé que le courrier, adressé aux ministères de l’Intérieur et de la Justice, ainsi qu’à l’Elysée, était un préalable.

Face à la criminalité sur le sol français, une association a réagi. L’Institut pour la justice a fait savoir au [Figaro](#) qu’il avait déposé un recours administratif auprès du ministère de l’Intérieur pour inaction de l’Etat, rapportent nos confrères, samedi 19 novembre. De cette façon, cette association entend forcer les pouvoirs publics à conduire de nouvelles actions afin de rétablir l’ordre. Ledit courrier a aussi été adressé à l’Elysée, ainsi qu’au ministère de la Justice. Dans les colonnes du quotidien national, l’Institut pour la justice a précisé qu’il s’agissait d’un préalable. Si l’association devait n’obtenir aucune réponse dans les deux mois, elle pourrait alors exercer de façon légale un recours devant le tribunal administratif.

### L’insécurité présente sur tout le territoire

Ce texte s’appuie sur différents points du droit français et international. Par exemple, il est fait référence à l’article 111-1 du Code de la sécurité intérieure, selon lequel « *la sécurité est un droit fondamental et l’une des conditions de l’exercice des libertés individuelles et collectives* ». L’Institut pour la justice fait aussi allusion au « *droit à la vie* », qui est assuré par la Convention européenne des droits de l’homme, éclaire le journal.

Retrouver l’intégralité de l’article [en cliquant ici](#)

21/11/2022 01:00